

On pourrait résumer l'introduction du document intitulé « préparation de la rentrée 2023 dans l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré dans les écoles du Haut-Rhin » par un slogan : « -22, c'est mieux ! ». Il nous semble que cette rhétorique du « less is more » n'est pas applicable à la gestion des moyens dans les écoles.

Certes, une baisse du nombre d'élèves est prévue. Mais à ce stade, il s'agit de conjectures : personne n'est en mesure de quantifier précisément cette baisse.

En tout état de cause, les moyens ne sont pas suffisants et mettront le fonctionnement du service public d'éducation du 1<sup>er</sup> degré dans des difficultés majeures ;

L'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà des limitations d'effectifs prévus en GS, CP et CE1 ne sera pas au rendez-vous : les seuils-repères ne s'améliorent pas alors qu'ils datent de 2013. Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les ouvertures et fermetures de classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus importants, moyens de remplacement pour sortir de la situation catastrophique que nous vivons depuis la rentrée. Les 7,5 postes de remplaçants qui seront créés semblent bien dérisoires si on prend en compte les dizaines de supports qui auraient dû être attribués à des contractuels qui n'ont tout simplement pas été recrutés.

Concernant la direction d'école, l'effort engagé depuis deux ans pour améliorer les temps de décharge de direction est désormais mis à l'arrêt alors que le travail engagé est loin d'être achevé.

Depuis plusieurs années nous dénonçons le choix de fragiliser les RASED alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires. Il est temps de changer d'orientation pour répondre à la réalité des besoins des élèves des écoles.

À l'heure de la préparation de la conférence nationale sur le handicap, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens de répondre effectivement et pleinement aux besoins tels qu'ils existent de façon criante.

Cela nécessite de dépasser une politique purement comptable qui nie les difficultés de la communauté éducative et fragilise les personnels et les élèves. L'école inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves.

Concernant les ULIS, pourquoi les élèves qui y sont scolarisés ne figurent toujours pas dans les effectifs des écoles dans le document de travail qui nous a été transmis alors que vous affichez que, je cite : « 100% des écoles bénéficieront de conditions **parfaitement** adaptées à la mise en œuvre **efficace** du dispositif ».

Là encore, attention aux slogans, les mots choisis sont à des années lumières des réalités vécues par nos collègues. D'autant que les 100% ne sont pas atteints, nous aurons l'occasion d'y revenir.

Et que dire des moyens mobilisés par l'employeur en matière de postes adaptés, de moyens mis à disposition pour les aménagements de postes nécessaires au maintien dans l'emploi des personnels en situation de handicap : ils sont indigents.

Dans la vision globale portée l'UNSA Éducation, notre système est également gravement fragilisé par le sous-investissement des missions accomplies par les personnels sociaux et de santé. Un grand plan de revalorisation et de recrutement pluri-annuel est nécessaire pour pouvoir donner enfin au service social les moyens d'accompagner les élèves de la maternelle au lycée aux côtés des personnels de santé. C'est une nécessité pour soutenir les équipes confrontées à d'immenses défis éducatifs. Mais, cette année encore le ministère n'en fait aucun cas. Par ailleurs, force est de constater que les professionnels de santé ne veulent plus venir travailler à l'Éducation nationale.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère va créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'École. Un état critique a été atteint.